



HAL
open science

Rapport final Empowerment Comportement Alimentaire et Economie Solidaire

Matthieu Duboys de Labarre

► **To cite this version:**

Matthieu Duboys de Labarre. Rapport final Empowerment Comportement Alimentaire et Economie Solidaire. [Rapport de recherche] Fonds français Alimentation et santé. 2016. hal-02949312

HAL Id: hal-02949312

<https://hal.inrae.fr/hal-02949312>

Submitted on 25 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapport final

Projet n°A-019

ECOALES

Matthieu Duboys de Labarre

A	IDENTIFICATION	2
B	RESUME GRAND PUBLIC	2
C	LIVRABLES	3
D	VALORISATION ET IMPACT DU PROJET	5
	D.1 Faits et résultats marquants	5
	D.2 Publications et communications	6
	D.3 Autres éléments de valorisation	9
	D.4 Création de nouveaux projets	9
	D.5 Création, développement de partenariats (le cas échéant)	10
	D.6 Création, développement de compétences (le cas échéant)	10
	D.7 Recrutement de personnel (le cas échéant)	10
	D.8 Financement du projet, des équipes (le cas échéant).....	11
E	SYNTHESE SCIENTIFIQUE	11
	E.1 Résumé du mémoire	11
	E.2 Enjeux et problématique, état de l'art.....	12
	E.3 Approche scientifique et technique	13
	E.4 Résultats obtenus	14
	E.5 Exploitation des résultats	16
	E.6 Discussion.....	16
	E.7 Conclusions	16
F	ANNEXES EVENTUELLES	18

A IDENTIFICATION

Titre du projet	Empowerment Comportement Alimentaire et Economie Solidaire
Acronyme	ECOALES
Coordinateur du projet (société/organisme)	Matthieu Duboys de Labarre
Date de début du projet	10/01/2012
Date de fin de projet	10/01/2016
Durée du projet (en mois)	48 mois

Rédacteur de ce rapport

Civilité, prénom, nom	Matthieu Duboys de Labarre
Téléphone	0680468268
Courriel	Matthieu.de-labarre@dijon.inra.fr
Date de rédaction	07/03/2016
Période faisant l'objet du rapport	Du 10/01/2012 au 10/01/2016

Si différent du rédacteur, indiquer un contact pour le projet

Civilité, prénom, nom	
Téléphone	
Courriel	

Liste des partenaires présents à la fin de projet

Société / organisme et responsable scientifique/opérationnel	UMR 5116 et UMR 1041 Matthieu Duboys de Labarre UMR Innovation Dominique Paturel UMI 3189 Chantal Crenn EA 4247 Frédéric Précigout et Karen Montagne UMR 7206 Anne Elène Delavigne UMR 5319 (ex UMR 5185) Aurélie Carimentrand NORT1260 Nicole Darmon <i>Anthropology of Food</i> Isabelle Téchoueyres l'A.N.D.E.S. Véronique Blanchot
--	--

B RESUME GRAND PUBLIC

Empowerment, Comportement Alimentaire et Economie Solidaire

Le projet ECOALES est un programme de recherche interventionnelle coordonné par Matthieu Duboys de Labarre du laboratoire CESAER (Centre d'Economie et de Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux, UMR 1042 INRA, Agrosup Dijon). Il associe l'Association National des Epicerie Solidaire (ANDES), la revue scientifique *Anthropology of food*, le Centre Emile Durkheim (UMR 5116, CNRS, Science Po Bordeaux, Université de Bordeaux), l'Unité Mixte Internationale Environnement, Santé, Sociétés (UMI 3189 CNRS), L'Equipe Alimentation (LÉA Université François Rabelais de Tours), le laboratoire Eco-anthropologie et Ethnobiologie (UMR 7206 CNRS, Muséum d'Histoire Naturel, Université Paris Diderot), le laboratoire PASSAGE (UMR 5319 CNRS, Université de Bordeaux, Université de Bordeaux Montaigne, Université de Pau et des Pays de l'Adour, ENSAP Bordeaux), le laboratoire NORT Nutrition, Obésité et Risque Thrombotique (UMR 1260, INRA, INSERM, Aix Marseille Université) et le laboratoire INNOVATION (INRA, CIRAD, SupAgro Montpellier). Le projet a débuté en janvier 2012 et a duré 48 mois. Il a bénéficié d'un financement du FFAS de 681 138 € pour un coût global de l'ordre de 1 200 000 €.

Soutenir l'agriculture paysanne et rendre accessible une alimentation relocalisée : analyse d'une intervention dans les épiceries solidaires

Cette recherche interventionnelle touche à plusieurs perspectives : la santé et la nutrition, la solidarité et l'aide alimentaire, l'agriculture et le développement rural. Elle vise à évaluer l'impact d'une intervention portée par ANDES (Uniterres) au sein de son réseau d'épiceries sociales et solidaires en Poitou-Charentes, en Aquitaine et Midi-Pyrénées. Uniterres cherche à répondre à un double enjeu. D'une part soutenir des agriculteurs fragilisés, d'autre part rendre accessible des légumes, fruits et œufs en circuit court auprès des personnes fréquentant les épiceries.

L'hypothèse centrale est que cette intervention est porteuse d'un triple mécanisme d'*empowerment* (pour les bénéficiaires, les agriculteurs et également en termes d'émergence d'une nouvelle politique publique). L'originalité de ce programme est de chercher à évaluer **le lien** qui pourrait exister **entre le développement de systèmes durables de production et de distribution de l'alimentation** (développement d'une production relocalisée et en circuit court) et **une amélioration des comportements nutritionnels de la population**. Ainsi des préoccupations économiques, écologiques et de santé publique pourraient y trouver une réponse commune.

Une recherche interventionnelle pluridisciplinaire mêlant sciences sociales et santé publique, approche qualitative et quantitative

Afin de parvenir à ces objectifs, le programme ECOALES a réuni multiples partenaires : le secteur de l'économie sociale et solidaire (ANDES qui porte l'intervention), le secteur universitaire (des équipes de chercheurs en sciences sociales et en épidémiologie nutritionnelle), des acteurs institutionnels (Ministères de la santé et de l'agriculture, collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat, des territoires d'expérimentation), des acteurs privés (des fondations) et les personnes directement impliquées dans l'intervention (agriculteurs, personnes travaillant dans les épiceries et personnes les fréquentant). Ce programme a permis de développer une méthodologie originale sur les trois axes de l'étude, mêlant enquête ethnographique de terrain (410 entretiens répétés de 1 à 4 fois et plus de 200 jours d'observations) et approche quantitative (élaboration d'un questionnaire de fréquence de consommations alimentaires et d'un indicateur global de résilience). Il a également impliqué une posture spécifique. D'abord au travers d'une co-construction réflexive : l'intervention étant nourrie par la recherche et se transformant chemin faisant, la recherche évoluant en fonction des enjeux soulevés par le dispositif. Ensuite par l'importance qu'ont pris les aspects de gouvernance et de participation.

Les principaux résultats d'ECOALES touchent d'abord à **l'intervention**. D'une expérimentation d'un an sur deux territoires, nous en sommes à une existence de 4 ans qui a essaimé sur deux autres régions. Non seulement Uniterres a été reconnu (second prix 2015 du Conseil Economique et Social Européen et lauréat 2015 La France S'Engage) mais il a élargi sa perspective (création d'Uniterres équitable). Concernant l'évaluation, il n'a pas été possible de démontrer l'impact de l'intervention sur une modification durable des comportements alimentaires. Par contre, il ressort **qu'un élément d'amélioration important** est la capacité de **construction du programme « par le bas »**. Il faut trouver un juste équilibre entre la capacité gestionnaire et la mise en place d'une démarche **participative**. C'est en tenant ces deux dimensions qu'Uniterres pourra accomplir tout son potentiel. ECOALES a également été l'occasion de la constitution d'un réseau national de recherche sur cette thématique et de collaboration avec des partenaires internationaux.

ECOALES a été à l'origine de la publication d'un numéro spécial d'une revue scientifique internationale, d'un article dans une revue à comité de lecture française, de quatre chapitres d'ouvrage dont un dans un ouvrage international et un article de vulgarisation. Il a été l'occasion de 32 communications dans des congrès ou colloques scientifiques, dont 17 internationaux, et 6 communications de diffusion de la recherche. Il a également été impliqué dans l'organisation de 2 colloques scientifiques et dans une session de congrès. Enfin, deux films, disponibles en ligne, ont été réalisés sur l'intervention Uniterres. Cette activité de valorisation se poursuit puisqu'il est prévu pour 2017 la publication d'un numéro spécial d'une revue internationale et d'un ouvrage.



C LIVRABLES

N°	Intitulé	Nature*	Responsable	Commentaires
1	Outils méthodologique sciences sociales	Jalon	Centre Emile Durkheim	
2	Questionnaire de fréquence	Outil	NORT	
3	Recueil des données T0 fréquentiel alimentaire	Données	Centre Emile Durkheim	
4	Recueil des données T1 fréquentiel alimentaire	Données	Centre Emile Durkheim	
5	Recueil des données T2 fréquentiel alimentaire	Données	Centre Emile Durkheim	
6	Recueil des données T0 questionnaire technico-économique exploitation	Données	ADES	
7	Recueil des données T1 questionnaire technico-économique exploitation	Données	ADES	
8	Recueil des entretiens (bénéficiaires et épiceries) T0	Données	Equipe sciences sociales	
9	Recueil des entretiens (bénéficiaires et épiceries) T1	Données	Equipe sciences sociales	
10	Recueil des entretiens (bénéficiaires et épiceries) T2	Données	Equipe sciences sociales	
11	Modélisation /recommandation UNITERRES	Rapport	Equipe sciences sociales	
12	Rapport intermédiaire 1	Rapport	Ensemble des partenaires	
13	Rapport intermédiaire 2	Rapport	Ensemble des partenaires	
14	Rapport final FFAS	Rapport	Ensemble des partenaires	
15	Rapport final	Rapport	Ensemble des partenaires	En cours prévu pour mai-juin 2016
16	Synthèse du rapport final	Rapport	Ensemble des partenaires	En cours prévu pour mai-juin 2016
17	Analyse secondaire des données escarcelle	Données	NORT	En cours prévu pour mai-juin 2016
18	Comité de pilotage opérationnel 1	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
19	Comité de pilotage opérationnel 2	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
20	Comité de pilotage opérationnel 3	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
21	Comité de pilotage opérationnel 4	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
22	Comité de pilotage opérationnel 5	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
23	Comité de pilotage opérationnel 6	Réunion	Centre Emile	

N°	Intitulé	Nature*	Responsable	Commentaires
			Durkheim et ANDES	
24	Comité de pilotage élargi 1	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
25	Comité de pilotage élargi 2	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
26	Comité de pilotage élargi 3	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
27	Comité de pilotage élargi 4	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
28	Comité de pilotage élargi 5	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
29	Comité de pilotage élargi 6	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
30	Comité de pilotage élargi 7	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
31	Comité de pilotage élargi 8	Réunion	Centre Emile Durkheim et ANDES	
32	colloque « Relocalisation, accessibilité alimentaire et développement local »	Colloque	Centre Emile Durkheim et UMI 3189	
33	séminaire de recherche pour le volet sciences sociales	Séminaire	Centre Emile Durkheim et UMI 3189	
34	séminaire de recherche et d'échange avec l'équipe UNITERRES de l'A.N.D.E.S	Séminaire	Centre Emile Durkheim, UMI 3189, UMR 7206 et ANDES	
	Publication d'un n° spécial d' <i>Anthropology of Food</i>		UMR CESAER 1041	Prévu pour 2017
	Publication d'un ouvrage collectif		UMR CESAER 1041	Prévu pour 2017

D VALORISATION ET IMPACT DU PROJET

D.1 FAITS ET RESULTATS MARQUANTS

Les points essentiels :

- Un élargissement et une pérennisation de l'intervention : un des faits les plus marquant du programme est 1- l'élargissement de l'intervention UNITERRES, à la fois sur les territoires initiaux d'expérimentation (Poitou-Charentes et Aquitaine) et sur des nouvelles régions (Midi-Pyrénées et Bretagne, et prochainement Pays de la Loire, Languedoc-Roussillon et Bourgogne Franche- Comté). Cet élargissement

est passé par une première phase de pérennisation de l'intervention (initialement prévue sur une saison, elle en est à sa quatrième saison en Poitou-Charentes et en Aquitaine). Ce changement d'échelle a été partiellement accompagné par la recherche. Suite à l'obtention d'un appel à projet de la Fondation Carasso, le volet développement rural est mis en place en Midi-Pyrénées avec un nouveau partenaire (l'UMR Innovation SupAgro Montpellier - INRA - CIRAD).

- Une prise en compte de l'intervention par les politiques publiques : suite à la transformation du PEAD en FEAD, et plus particulièrement l'imposition de la gratuité des produits distribués, une subvention gouvernementale a été attribuée aux épiceries solidaires dans le cadre du Crédit National des Epicerie Solidaires (CNES, mars 2014). Cette subvention qui concerne l'achat de produits, va permettre non seulement de pérenniser financièrement les achats du programme sur les trois premières régions, mais également d'envisager un essaimage sur de nouveaux territoires. C'est un signe très encourageant pour l'avenir du programme.
- Reconnaissance de la branche intervention d'ÉCOALES, Uniterres, au travers de deux prix : second prix 2015 du CESE, Conseil Economique et Social Européen de Lutte contre la pauvreté et lauréat 2015 La France S'Engage.
- Un élargissement de l'intervention Uniterres au travers de la création d'Uniterres Equitable en 2015, qui vise, sur la base du savoir faire acquis, à fournir un service d'approvisionnement en circuit court pour les restaurateurs privés et les collectivités locales. Cela permet à la fois de répondre à de réels besoins, de dégager une marge d'autofinancement pour le programme et d'offrir de nouveaux débouchés commerciaux pour les producteurs impliqués dans le programme.

D.2 PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

Liste des publications		
International	Revue à comité de lecture	<ol style="list-style-type: none"> 1. Chantal Crenn et Anne Hélène Delavigne (eds), Les Gardiens de la terre », <i>Anthropology of food</i> [En ligne], S11 2015, mis en ligne le 03 novembre 2015, consulté le 23 février 2016. URL : http://aof.revues.org/7891 2. Delavigne, A-E et Crenn, C., « Editorial : Les Gardiens de la terre », <i>Anthropology of food</i> [En ligne], S11 2015, mis en ligne le 03 novembre 2015, consulté le 23 février 2016. URL : http://aof.revues.org/7891 3.
	Ouvrages ou chapitres d'ouvrage	<ol style="list-style-type: none"> 1. Matthieu Duboys de Labarre, Aurélie Carimentrand, Chantal Crenn, Anne-Hélène Delavigne, Karen Montagne, Cristina Parvu, Dominique Paturel, Frédéric Précigout and Isabelle Techoueyres., « Creating new links between agriculture and food aid: new perspectives from France », <i>Food poverty and insecurity in world of global austerity</i>, Springer, John Coveney and Martin Caraher Dir., 2016 2.
	Communications (conférence)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Duboys de Labarre M., « Empowerment et incertitude alimentaire : réflexion autour d'une recherche interventionnelle », XIXème Congrès International des sociologues de langue française, <i>Penser l'incertain</i>, CR 17 sociologie et anthropologie de l'alimentation, Rabat 2-6 juillet 2012. 2. Duboys de Labarre M., « Economie solidaire et consommation critique : émergence d'une politique publique », XIXème Congrès International des sociologues de langue française, <i>Penser l'incertain</i>, CR 27 sociologie économique, Rabat 2-6 juillet 2012. 3. Duboys de Labarre M., "Empowerment, food habits and solidarity economy: an intervention research", <i>International Conference Urban Dynamics and Health. Concepts, Methods and Applications</i>. Université Paris Ouest-Nanterre La Défense, Nanterre, 11-13 septembre 2013. 4. Delavigne A-E., Téhoueyres I., Carimentrand A., Avendano Cardenas C., Lagrola M., "Reframing Food Aid. The intervention research Uniterres-Ecoales in Poitou-Charentes and Aquitaine (France)", <i>Colloque AESOP : Innovations in urban food systems; Governance : toward food justice?</i> Montpellier 28-29 octobre 2013. 5. Delavigne A-E. et Crenn C., « The refusal of the vegetable consumption : a resistance act ? » XVIII ISA world congress of sociology : Facing an unequal world : challenge for global sociology, Yokohama, WG02 Historical and comparative sociology, Inequality in rich societies, 14 juillet 2014. 6. Téhoueyres I., « When food aid supports local farming : towards a sustainable solution ? Case study in France" XVIII ISA world congress of sociology : Facing an unequal world, Yokohama, RC02 Economy and society, Searching for sustainable

		<p>alternatives economies in the 21st century: cases and prospects, 19 juillet 2014</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. Duboys de Labarre M., « Analyse des processus d'émergence d'une politique publique au croisement de la santé publique, de la cohésion sociale et de l'agriculture » XVIII ISA world congress of sociology : Facing an unequal world, Yokohama, RC15 Sociology of health, Collaborative Governance for Health Equity and Healthy Public Policies, 19 juillet 2014. 8. Crenn C., « les imaginaires gastronomiques: entre épiceries sociales et solidaires et rangs de vigne: la francité en jeu ou enjeu de francité? », Les entretiens Jacques Cartier, ESG-UQAM, Montréal, 8 octobre 2014 9. Duboys de Labarre M. « Politique publique et système alimentaire relocalisé : le cas de l'aide alimentaire », Colloque International huitième journées de la proximité, Construire les proximités dans un monde global : enjeux territoriaux, organisationnels et sociétaux. 20-21 mai 2015 Université François Rabelais de Tours, 20 mai 2015 10. Crenn C., « les imaginaires gastronomiques: entre épiceries sociales et solidaires et rangs de vigne: la francité en jeu ou enjeu de francité? », Les entretiens Jacques Cartier, ESG-UQAM, Montréal, 8 octobre 2014 11. Précigout F. et Montagne K. « Aproveccionamiento local y lógicas de consumos diversificados: puestas, prácticas y representaciones de los diferentes actores de la hilera de comer./ Approvisionnement local et logiques de consommations diversifiées : Enjeux, pratiques et représentations des différents acteurs de la filière du manger ». Actos del cuarto congreso internacional del observatorio de la alimentacion. Otras maneras de comer: Elecciones, convicciones, restricciones. Barcelona , 9 /12 de junio de 2015. 12. CARIMENTRAND A., LOISEL J., TECHOUYRES I. « Combining weaknesses to make strength? Restoring peasant farmers' capability to aspire through solidarity-based food supply chains-The case of the Uniterres programme in France », <i>HDCA 2015 Conference : Capabilities on the Move: Mobility and Aspirations</i>, 10-13 september 2015, Washington D.C. 13. Techoueyres I., When Food Aid Supports Local Farming: Towards a Sustainable Solution? Case Study in France, ERCS Congress : Places of Possibility? Rural Societies in a Neoliberal World', Aberdeen, 18-22 August 2015 (UK). 14. Crenn C "In the social and solidarity grocery stores in Aquitaine: Moroccan ethnicity, gastronomic imaginary, poverty and aging", Food and the Life-span in Europe, 1800-2000 Fourteenth symposium of The International Commission for the Research into European Food History, 28 to 30 september, 2015 15. Duboys de Labarre M. "From dependency to empowerment ECOALES-uniterres", Fundación Alimentación Saludable, « A better health for youth: from obesity to sustainability". Madrid, 16 avril 2016 16. Duboys de Labarre M. « Recherches interventionnelles et alimentation : vers des espaces démocratiques de co-construction de la connaissance ? », XXème congrès internationale des sociologues de langue française, Montréal, Canada, 4-8 juillet 2016 17. Duboys de Labarre M. « Perspectives on Participation: French Developments », Charity Economy: International Dimensions and Political Perspectives, Session II: Food Aid – symptom for the 'new charity economy', Bielefeld University, Allemagne, 22-23 septembre 2016
France	Revue à comité de lecture	<ol style="list-style-type: none"> 1. Delavigne A-E., « Logique du local et pratiques territoriales dans une action d'aide alimentaire », Revue <i>POUR</i> n° 215-216 – Novembre 2012.
	Ouvrages ou chapitres d'ouvrage	<ol style="list-style-type: none"> 1. Téhoueyres I. et Précigout F., « L'aide alimentaire et la valorisation du lien au terroir : étude du cas de l'action Uniterres auprès d'épiceries sociales en Poitou-Charentes et Aquitaine », in C.Marache et P.Meyzie (eds.) <i>Les Produits de terroir, l'empreinte de la ville</i>. PUR-PUFR, 2015, Rennes, pp.155-168. 2. Delavigne A-E. et Crenn C., « Le refus de la consommation de legume : un acte de résistance ? », Colloque Culture(s) et résistance (s), PUR, sous presse 3. Crenn, C. et Anne Hélène Delavigne « Des ou un imaginaire gastronomique dans les épiceries sociales et solidaires en Aquitaine et Poitou Charente ? », Imaginaires de la gastronomie, productions, diffusions, valeurs enjeux, sous la direction de Julia Csergo (à paraître).
	Communications (conférence)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Delavigne A-E. et Crenn C., « Aider à ne pas avoir faim et à "bien manger" au Nord : entre construction du "pauvre" et du "consommateur" dans les épiceries sociales en France », Colloque : Lutter contre la faim en Afrique et en Europe : la fabrique des politiques entre concurrences institutionnelles, savoirs experts et mobilisations sociales Université Bordeaux Ségalen, IEP de Bordeaux, 23-25 janvier 2013. 2. Duboys de Labarre M., « Relocalisation et accessibilité alimentaire : une forme d'empowerment? », <i>Aide Alimentaire et accès à l'alimentation pour tous : du droit d'être nourri au droit à l'alimentation</i>, UNESCO, European Anti Poverty Network, INRA, CIRAD, SUPAGRO Montpellier, 21 mars 2013. 3. Delavigne A-E., Téhoueyres I., Carimentrand A., Avendano Cardenas C., Lagrola

		<p>M., « Agriculteurs en difficultés, bénéficiaires des épiceries sociales et circuits courts : premiers résultats de la recherche interventionnelle ECOALES-Uniterres en Poitou-Charentes et Aquitaine », Les circuits courts de proximité. Renouer les liens entre les territoires et la consommation alimentaire, Colloque SFER CCP, Agroparistech, 4 et 5 juin 2013.</p> <p>4. Duboys de Labarre M., « Empowerment, Comportement Alimentaire et Economie Solidaire (ECOALES) », <i>Journée NACRe 2013, Atelier « Apport des sciences humaines et sociales (SHS) aux recherches épidémiologiques et cliniques »</i>, Paris, UNESCO, 21 juin 2013.</p> <p>5. Duboys de Labarre M., « Empowerment, Comportement Alimentaire et Economie Solidaire: une recherche interventionnelle », <i>Congrès ADELFSFSP 2013 Santé Publique et Prévention</i>, Université Bordeaux Ségalen, ISPED, 17-19 octobre 2013.</p> <p>6. Duboys de Labarre M., « Accessibilité et relocalisation alimentaire : un renouveau du lien entre agriculture et aide alimentaire ? », <i>Nouvelles formes d'agriculture : Pratiques ordinaires, débats publics et critique sociale</i>, INRA SAD, MSH Dijon, Agrosuup Dijon, Maison des sciences de l'homme Dijon, 20 et 21 novembre 2013.</p> <p>7. Téchoueyres I. et Précigout F., « L'image des fruits et légumes produits en circuit court chez les acteurs de l'aide alimentaire entre trois dynamiques : accès à la consommation, souci de soi et/ou participation au développement local ? », <i>colloque VIVALTER : Ville et valorisation des produits des terroirs : sources, méthodes et approches comparatives à l'échelle internationale</i>, Université Bordeaux 3, Bordeaux, 21 et 22 novembre 2013.</p> <p>8. Véronique blanchot et Dominique Paturel, conférence Agrobiosciences: Aide alimentaire: et si on pensait autrement le système ? Toulouse, le 26 mars 2014 http://www.agrobiosciences.org/?page=imprime&id_article=3782</p> <p>9. Duboys de Labarre M. et Blanchot V., « Jeux et enjeux des relations entre acteurs associatifs, institutionnels et académiques autour des circuits courts relocalisés dans l'aide alimentaire : le cas du programme de recherche interventionnelle ECOALES-UNITERRES », <i>Séminaire transversal "Campagnes" 2013-2014, Circuits courts, restaurations hors domiciles et initiatives publiques/ privées</i>, Université François Rabelais de Tours, Tours, 16 mai 2014</p> <p>10. Delavigne A-E. et Crenn C., « Le refus de la consommation de légume : un acte de résistance ? », <i>Colloque Culture(s) et résistance (s)</i>, Université de Nîmes, 19-21 juin 2014.</p> <p>11. Duboys de Labarre M. « Les circuits courts de proximité dans l'aide alimentaire : entre injonction et participation », cession 3 « Mouvements sociaux et alimentation : les enjeux de la consommation critique », RT 21 « Mouvements sociaux », Congrès de L'Association Française de Sociologie (AFS), Université Versailles-Saint Quentin 29 juin-2 juillet 2015), 30 juin 2015</p> <p>12. Véronique Blanchot, Sébastien Mouret, Dominique Paturel « Prendre soin d'un dispositif de solidarité alimentaire: l'exemple du programme Uniterres », colloque "Care, genre et environnement" 7-10 septembre 2015, Lyon</p> <p>13. Téchoueyres I. et Duboys de Labarre M., « Accès à une alimentation en circuit court de proximité dans l'aide alimentaire : leçons du programme ECOALES », Journées Francophones de Nutrition, session : Inégalités de santé, inégalités sociales en nutrition : que nous apprennent les recherches interventionnelles ? Marseille 9-11 décembre 2015</p> <p>14. Duboys de Labarre M. « Accessibilité et relocalisation alimentaire : un renouveau du lien entre agriculture et aide alimentaire », 1^{ère} rencontre du réseau transition « La recherche au cœur de la transition socio-écologique », MSH de Dijon, 26 novembre 2015</p>
Actions de diffusion	Articles de vulgarisation	<p>1. Crenn, C, « Le marché du bio est encore infime », <i>Le journal de la CUB</i>, Circuit court et court circuit alimentaire, octobre 2014, p 9 Entretien avec Christophe Dabitch</p> <p>2.</p>
	Conférences de vulgarisation	<p>1. Duboys de Labarre M., « La notion "d'empowerment alimentaire" : quelle utilité pour les programmes de santé publique ? », <i>Séminaire multidisciplinaire PRALIMAP-INES (Prise en charge du surpoids ou de l'obésité chez l'adolescent. Formalisation d'un accompagnement adapté visant à réduire les inégalités sociales de santé, Villers-Lés-Nancy, 3 avril 2012.</i></p> <p>2. Duboys de Labarre M., « Inégalités sociales de santé, accessibilité alimentaire et développement local », <i>Ville au carré Centre et Poitou Charentes, Grands Poitiers, Alimentation, Solidarité, Santé : le goût du mieux vivre</i>, 20 novembre 2012.</p> <p>3. Duboys de Labarre M., « Empowerment, Comportement Alimentaire et Economie Solidaire: une recherche interventionnelle », <i>Journées de la prévention, Alimentation, santé et précarité : dispositif de formation et d'accompagnement des intervenants de l'aide alimentaire</i>, INPES, Paris, Centre universitaires des Saints Pères, 5-7 juin 2013.</p> <p>4. Duboys de Labarre M., « ECOALES: Empowerment, Comportement Alimentaire et Economie Solidaire », <i>Journée départementale des épiceries sociales et solidaires</i>, Conseil général de la Gironde, Bordeaux, 14 novembre 2013.</p> <p>5. Duboys de Labarre M., Participation au colloque européen « Quelle place pour les produits fermiers dans les politiques publiques », intervention en plénière</p>

		« Relocalisation alimentaire et solidarité alimentaire » et en atelier « présentation du programme UNITERRES », Confédération Paysanne, 4 et 5 mars 2015, Lycée Agricole Edgard Pisani de Chaumont.
		6. Techoueyres I. Carimentrand A., Paturel D., Blanchot V., SÉMINAIRE ACTEURS-CHERCHEURS "Prix équitables en France : enjeux et pratiques pour un partenariat entre paysans, commerçants et consommateurs" 11 déc. 2015, Plateforme pour le Commerce Equitable, Nogent-sur-Marne
	Autres	1. 2.

D.3 AUTRES ELEMENTS DE VALORISATION

Liste des éléments. Préciser les titres, années et commentaires	
Brevets internationaux obtenus	1. 2.
Brevet internationaux en cours d'obtention	1. 2.
Brevets nationaux obtenus	1. 2.
Brevet nationaux en cours d'obtention	1. 2.
Licences d'exploitation (obtention / cession)	1. 2.
Créations d'entreprises ou essaimage	1. L'intervention Uniterres prévue initialement pour une saison en Poitou-Charentes (juin 2012) et Aquitaine (novembre 2012) existe toujours dans ces deux régions. Par ailleurs elle a essaimé en Midi-Pyrénées (novembre 2013) et Bretagne (juin 2015). Elle va également commencer en Pays de la Loire (novembre 2016) et des études sont en cours pour Languedoc-Roussillon et Bourgognes Franche-Comté (2017). 2.
Colloques scientifiques	1. <i>Crenn C et Duboys de Labarre M Accessibilité alimentaire et développement local</i> 16 janvier 2013 IUT Bordeaux Montaigne 2. Crenn C et Delavigne A_E (organisatrices) Colloque : Les Gardiens de la terre Les reclusiennes.fr du 7 au 14 juillet 2014 à Sainte Foy La Grande. UMI 3189 Cnrs, IUT Bordeaux Montaigne, Aofood, Muséum d'Histoire Naturelle. 3. Organisation de la cession 3 « Mouvements sociaux et alimentation : les enjeux de la consommation critique », RT 21 « Mouvements sociaux », Congrès de L'Association Française de Sociologie (AFS), Université Versailles- Saint Quentin 29 juin-2 juillet 2015), 30 juin 2015
Actions de normalisation	1.
Autres (préciser) Films de vulgarisation	Vidéo Uniterres : http://youtu.be/wO_EJ3wC0R8 Vidéo Uniterres équitable : https://youtu.be/el-WYahV4sc 2.

D.4 CREATION DE NOUVEAUX PROJETS

A ce jour le programme ECOALES a été suivi de plusieurs nouveaux projets qui s'inscrivent dans sa continuité :

- Le financement d'un FABER (Région Bourgogne) « Accessibilité et relocalisation alimentaire : un renouveau du lien entre agriculture et aide alimentaire ? » (2015-2016).
- Un projet Casdar « Accessible », accès à l'alimentation durable et de qualité pour tous (2016-2019).
- Un projet européen horizon 2020 « Strength 2 Food » sur les politiques de qualité alimentaire européennes avec un volet circuit court dont Uniterres serait une étude de cas (2016-2021).

D.5 CREATION, DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS (LE CAS ECHEANT)

- Un élargissement du partenariat financier aussi bien vers le secteur privé que le secteur public : de nombreux partenaires sont venus nous rejoindre sur le programme à partir de 2012. Du côté du secteur privé : la Fondation Carrefour, la Fondation Danièle et Nina Carasso, la Fondation MACIF, le GNIS, la fondation AnBer, la fondation Bonduelle, la fondation Avril et la fondation AXA. Du côté des collectivités territoriales et des services publics : la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), Ministère de la Santé et des Affaires Sociales et de l'Economie sociale et solidaire, l'INPES, les DRJSCS des trois régions, l'ARS et la DRAAF Midi Pyrénées, le Conseil Régional de Midi Pyrénées, les conseils généraux de Charente Maritime, de Charente, de Haute Garonne, du Lot et Garonne, du Tarn (sans compter les collectivités territoriales et les services déconcentrés de la région Bretagne). Pour avoir un aperçu exhaustif des partenaires du projet nous vous renvoyons à la liste des membres du comité de pilotage en annexe. Il faut souligner que l'ensemble de ces partenariats a été rendu possible par le Fonds Français pour l'alimentation et la santé.
- 1- Une interaction pertinente entre acteurs de terrain et scientifiques : les liens importants entre les porteurs de l'intervention et les chercheurs, se sont avérés très fructueux pour les deux parties. D'un côté, cela a permis aux chercheurs d'affiner leurs observations et leurs analyses grâce aux témoignages des acteurs de terrain. De l'autre, les porteurs du projet, nourris par les observations de l'équipe de recherche, ont su faire évoluer les modalités de l'intervention à la fois pour répondre aux difficultés rencontrées et pour imaginer de nouvelles perspectives (Uniterres équitable par exemple).
- 2- La structuration d'un réseau et d'une dynamique scientifique au niveau national. L'activité d'animation scientifique a permis la structuration d'un réseau scientifique sur la question de la relocalisation et de l'accessibilité alimentaire. A la fois au sein des équipes partenaires du programme, mais également, à l'occasion de l'organisation d'un premier colloque, avec d'autres équipes nationales travaillant sur la même thématique (notamment l'UMR innovation, qui a rejoint le programme et les équipes d'Agrocampus Ouest). Cela s'est concrétisé par la réponse à trois appels à projets. A terme l'objectif serait de renforcer ces liens pour déboucher sur des appels à projets européens.

D.6 CREATION, DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES (LE CAS ECHEANT)

Outre la constitution d'un réseau de recherche national sur cette thématique et les ouvertures à l'international (projet européen H2020 et sollicitations pour des colloques notamment en Espagne et en Allemagne) évoqués plus haut, ECOALES aura été l'occasion pour l'ANDES d'acquérir de nouvelles compétences et savoirs faire qui touchent à la mise en place de réseaux logistiques en circuit court et à l'accompagnement des producteurs et des épiceries dans cette démarche.

D.7 RECRUTEMENT DE PERSONNEL (LE CAS ECHEANT)

ECOALES a été l'occasion de recruter des stagiaires et des personnels en CDD :

- recrutement de 3 stagiaires dans le cadre de l'évaluation scientifique (ingénieurs agronomes et master). A noter que deux d'entre eux sont désormais en poste (collectivité territoriale et institution internationale),
- recrutement de 3 personnes en cdd (ingénieurs d'études).

Par ailleurs le développement de l'intervention (Uniterres) a été l'occasion d'un renforcement conséquent de l'équipe dédiée au sein de l'ANDES. De trois personnes au démarrage nous sommes désormais une équipe composée de trente personnes sur les quatre régions.

Enfin, ECOALES a eu également des conséquences directes sur l'emploi des chercheurs. Le coordinateur du projet a

été titularisé (maître de conférences à AgroSup Dijon depuis septembre 2013) et une chercheuse a été recrutée par l'ANDES.

D.8 FINANCEMENT DU PROJET, DES EQUIPES (LE CAS ECHEANT)

Clairement le financement du FFAS a été un levier essentiel pour l'élargissement du partenariat (évoqué ci-dessus). De ce point de vue, la pérennisation et l'essaimage lui est largement attribuable.

E SYNTHÈSE SCIENTIFIQUE

Synthèse scientifique confidentielle : non

E.1 RESUME DU MEMOIRE

Empowerment, Comportement Alimentaire et Economie Solidaire

Le projet ECOALES est un programme de recherche interventionnelle coordonné par Matthieu Duboys de Labarre du laboratoire CESAER (Centre d'Economie et de Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux, UMR 1042 INRA, Agrosup Dijon). Il associe l'Association National des Epiceries Solidaires (ANDES), la revue scientifique *Anthropology of food*, le Centre Emile Durkheim (UMR 5116, CNRS, Science Po Bordeaux, Université de Bordeaux), l'Unité Mixte Internationale Environnement, Santé, Sociétés (UMI 3189 CNRS), L'Equipe Alimentation (LéA Université François Rabelais de Tours), le laboratoire Eco-anthropologie et Ethnobiologie (UMR 7206 CNRS, Muséum d'Histoire Naturel, Université Paris Diderot), le laboratoire PASSAGE (UMR 5319 CNRS, Université de Bordeaux, Université de Bordeaux Montaigne, Université de Pau et des Pays de l'Adour, ENSAP Bordeaux), le laboratoire NORT Nutrition, Obésité et Risque Thrombotique (UMR 1260, INRA, INSERM, Aix Marseille Université) et le laboratoire INNOVATION (INRA, CIRAD, SupAgro Montpellier). Le projet a débuté en janvier 2012 et a duré 48 mois. Il a bénéficié d'un financement du FFAS de 681 138 € pour un coût global de l'ordre de 1 200 000 €.

Soutenir l'agriculture paysanne et rendre accessible une alimentation relocalisée : analyse d'une intervention dans les épiceries solidaires

Cette recherche interventionnelle touche à plusieurs perspectives : la santé et la nutrition, la solidarité et l'aide alimentaire, l'agriculture et le développement rural. Elle vise à évaluer l'impact d'une intervention portée par ANDES (Uniterres) au sein de son réseau d'épiceries sociales et solidaires en Poitou-Charentes, en Aquitaine et Midi-Pyrénées. Uniterres cherche à répondre à un double enjeu. D'une part soutenir des agriculteurs fragilisés, d'autre part rendre accessible des légumes, fruits et œufs en circuit court auprès des personnes fréquentant les épiceries.

L'hypothèse centrale est que cette intervention est porteuse d'un triple mécanisme d'*empowerment* (pour les bénéficiaires, les agriculteurs et également en termes d'émergence d'une nouvelle politique publique). L'originalité de ce programme est de chercher à évaluer **le lien** qui pourrait exister **entre le développement de systèmes durables de production et de distribution de l'alimentation** (développement d'une production relocalisée et en circuit court) et **une amélioration des comportements nutritionnels de la population**. Ainsi des préoccupations économiques, écologiques et de santé publique pourraient y trouver une réponse commune.

Une recherche interventionnelle pluridisciplinaire mêlant sciences sociales et santé publique, approche qualitative et quantitative

Afin de parvenir à ces objectifs, le programme ECOALES a réuni multiples partenaires : le secteur de l'économie sociale et solidaire (ANDES qui porte l'intervention), le secteur universitaire (des équipes de chercheurs en sciences sociales et en épidémiologie nutritionnelle), des acteurs institutionnels (Ministères de la santé et de l'agriculture, collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat, des territoires d'expérimentation), des acteurs privés (des fondations)

et les personnes directement impliquées dans l'intervention (agriculteurs, personnes travaillant dans les épiceries et personnes les fréquentant). Ce programme a permis de développer une méthodologie originale sur les trois axes de l'étude, mêlant enquête ethnographique de terrain (410 entretiens répétés de 1 à 4 fois et plus de 200 jours d'observations) et approche quantitative (élaboration d'un questionnaire de fréquence de consommations alimentaires et d'un indicateur global de résilience). Il a également impliqué une posture spécifique. D'abord au travers d'une co-construction réflexive : l'intervention étant nourrie par la recherche et se transformant chemin faisant, la recherche évoluant en fonction des enjeux soulevés par le dispositif. Ensuite par l'importance qu'ont pris les aspects de gouvernance et de participation.

Les principaux résultats d'ECOALES touchent d'abord à **l'intervention**. D'une expérimentation d'un an sur deux territoires, nous en sommes à une existence de 4 ans qui a essaimé sur deux autres régions. Non seulement Uniterres a été reconnu (second prix 2015 du Conseil Economique et Social Européen et lauréat 2015 La France S'Engage) mais il a élargi sa perspective (création d'Uniterres équitable). Concernant l'évaluation, il n'a pas été possible de démontrer l'impact de l'intervention sur une modification durable des comportements alimentaires. Par contre, il ressort **qu'un élément d'amélioration important** est la capacité de **construction du programme « par le bas »**. Il faut trouver un juste équilibre entre la capacité gestionnaire et la mise en place d'une démarche **participative**. C'est en tenant ces deux dimensions qu'Uniterres pourra accomplir tout son potentiel. ECOALES a également été l'occasion de la constitution d'un réseau national de recherche sur cette thématique et de collaboration avec des partenaires internationaux.

ECOALES a été à l'origine de la publication d'un numéro spécial d'une revue scientifique internationale, d'un article dans une revue à comité de lecture française, de quatre chapitres d'ouvrage dont un dans un ouvrage international et un article de vulgarisation. Il a été l'occasion de 32 communications dans des congrès ou colloques scientifiques, dont 17 internationaux, et 6 communications de diffusion de la recherche. Il a également été impliqué dans l'organisation de 2 colloques scientifiques et dans une session de congrès. Enfin, deux films, disponibles en ligne, ont été réalisés sur l'intervention Uniterres. Cette activité de valorisation se poursuit puisqu'il est prévu pour 2017 la publication d'un numéro spécial d'une revue internationale et d'un ouvrage.

E.2 ENJEUX ET PROBLEMATIQUE, ETAT DE L'ART

Le programme ECOALES s'est inscrit dans un premier temps autour du constat que **l'état nutritionnel des populations** et son impact sur la santé sont, dans une large mesure, **liés aux inégalités sociales**. Les populations les plus vulnérables sont celles pour lesquelles la prévalence de pathologies liée à la nutrition est la plus importante (particulièrement pour le surpoids et l'obésité).

Plus précisément, il s'agissait de s'intéresser à la partie de la population partiellement exclue des circuits de consommation traditionnels et fréquentant les épiceries sociales et solidaires. Or les personnes qui fréquentent ces structures font face à des sources d'approvisionnement fluctuantes. Cette hétérogénéité aboutit à un approvisionnement hétéroclite, notamment qualitativement, entraînant une alimentation peu diversifiée, pauvre en produits frais, particulièrement en fruits et légumes et ne permettant pas toujours de répondre à leurs besoins. Ce d'autant plus que l'aide alimentaire est la source principale d'approvisionnement de ces populations. La diversité et la qualité des produits proposés seraient les principaux leviers de réduction des inégalités nutritionnelles.

Par ailleurs, des enquêtes de sociologie et d'anthropologie qualitatives et quantitatives ont été réalisées sur les comportements alimentaires des populations dites « précaires », souvent bénéficiaires de l'aide alimentaire, qui permettent d'avoir une bonne description des logiques d'action qui les sous-tendent et des contraintes auxquelles elles doivent faire face.

De ce point de vue, l'intervention proposée dans le cadre d'ECOALES aux épiceries sociales et solidaires est **doublement originale**. Elle vise, d'une part, en fournissant des légumes, les œufs et certains fruits en circuit court de proximité à permettre aux épiceries de bénéficier d'un approvisionnement stable, attrayant et de qualité. D'autre part, au travers du lien entre le public des épiceries solidaires et des producteurs locaux et d'ateliers autour de l'alimentation, elle cherche à inscrire cette activité dans une dimension conviviale et participative.

Initialement, l'hypothèse principale de cette étude a donc été que **des interventions participatives mettant l'accent sur les compétences alimentaires** au sens large (cuisine, approvisionnement, convivialité, liens entre producteurs et consommateurs) **ont un impact mesurable et durable sur les comportements alimentaires**.

Assez vite, il est apparu, du fait de la nature même de l'intervention et du terrain de recherche, que nous devons élargir cette problématique initiale. Au-delà de l'aspect santé publique, l'intervention touchait également à des enjeux de solidarité entre consommateurs et producteurs (eux-mêmes en situation de fragilité), de développement rural et de système alimentaire durable.

La problématique s'est orientée vers la notion **d'empowerment** (Bacqué M-H et Biewener C., 2013) en particulier dans son lien avec les circuits courts (Chiffolleau Y. Prévost B., 2012). En effet, ce concept permet de relier les 3 dimensions du programme :

- *Empowerment* des bénéficiaires de l'aide alimentaire qui retrouvent une maîtrise de leur alimentation et un rôle de citoyen (solidarité avec les producteurs).
- *Empowerment* des producteurs agricoles pour qui ce programme participe d'un processus de résilience économique et de la mise en avant du lien social créé par leur travail.
- *Empowerment* politique enfin, pour les partenaires de la société civile qui portent ce projet et qui le relaient au sein des instances politiques et institutionnelles tant au niveau local, national qu'europpéen.

L'hypothèse centrale a donc été réorientée : l'intervention Uniterres favoriserait un processus *d'empowerment* à trois niveaux. Processus qui lui-même déboucherait, pour les personnes fréquentant les épiceries, à une modification des pratiques alimentaires.

E.3 APPROCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Afin de répondre à ces objectifs, un protocole de recherche pluridisciplinaire (mêlant sciences sociales et épidémiologie) a été construit autour de ces 3 axes.

- Un axe santé publique / épiceries composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif (1)
 - Un axe agricole composé également d'une enquête qualitative et d'une enquête quantitative (2)
 - Un axe politique publique basé sur une enquête qualitative (3)
- (1) Concernant le premier axe il s'est appuyé, pour le volet quantitatif, sur l'élaboration d'un questionnaire de fréquence alimentaire dédié. Ce dernier a été passé en 3 temps auprès des personnes fréquentant des épiceries Uniterres et des épiceries témoins en Aquitaine et Poitou-Charentes (d'abord par des bénévoles formés en T0, puis par une ingénieure d'études en T1 et T2). 586 fréquents ont été récoltés en T0, 294 en T1 et 133 en T2 (voir Power point en annexe). Cette approche quantitative va également être complétée par une analyse de la base de données Escarcelle qui permettra d'évaluer l'impact de l'intervention sur l'achat de légumes dans les épiceries. Concernant la partie qualitative, une enquête ethnographique de terrain a été menée dans 26 épiceries situées sur les 3 régions (Poitou-Charentes, Aquitaine et Midi-Pyrénées). 310 entretiens ont été conduits (répétés de une à quatre fois) tant avec des personnes fréquentant des épiceries (Uniterres et témoins), des bénévoles, des responsables des épiceries et des personnes extérieures aux épiceries (cuisiniers, travailleurs sociaux, autres). Ces entretiens ont été complétés par plus d'une centaine de jours d'observation (avec les personnes fréquentant les épiceries et au sein de ces dernières).
 - (2) Pour le volet agricole, 51 entretiens ont été réalisés auprès d'agriculteurs (répétés une à trois fois), 40 avec des prescripteurs du monde agricole et 9 auprès des personnes impliquées à l'ANDES sur cette partie de l'intervention. Ces entretiens ont également été complétés par de nombreuses observations sur le terrain. Un questionnaire technico économique combiné à la récolte de données qualitative a également été administré à 35 agriculteurs en deux temps (T0 et T1). Il a permis de construire un indice global de résilience et de mesurer son évolution.
 - (3) Enfin, une enquête qualitative auprès de 45 personnes (responsables institutionnels et administratifs, élus et membres de l'ANDES) tant au niveau local, national qu'europpéen, a été réalisée dans le cadre de l'axe politique publique. Ce travail a été complété par des observations à Bruxelles et lors des différents comités de pilotage et rendez-vous avec les acteurs institutionnels.

Au-delà de cette méthodologie classique, le programme ECOALES est une recherche interventionnelle qui a impliqué la mise en œuvre d'une posture spécifique.

D'abord au travers **d'un processus de co-construction réflexive** entre les porteurs de l'intervention et l'équipe de recherche. La recherche est venue nourrir l'intervention (qui s'est modifiée en cours de route et s'est ouverte à de nouvelles perspectives) et réciproquement l'intervention a réorienté la recherche (modification de l'hypothèse initiale, prise en compte de l'importance du contexte, etc.).

Ensuite par **l'importance accordée à la gouvernance**. Cette dernière s'est constituée autour de l'organisation d'instances et d'événements avec les acteurs impliqués : réunions techniques avec les épiceries et les agriculteurs (fixation des prix et des commandes, organisation de la récolte des données quantitatives), comités de pilotage opérationnels (regroupant les financeurs et les acteurs institutionnels impliqués dans le programme) et élargis (avec la présence des bénéficiaires et des agriculteurs) et séminaires chercheurs / équipe Uniterres.

Enfin ce programme s'est caractérisé par **la rencontre entre plusieurs « univers »** : le milieu associatif, le monde universitaire, les institutions publiques, les fondations privées et les personnes directement concernées (personnes travaillant dans les épiceries, bénéficiaires et agriculteurs).

E.4 RESULTATS OBTENUS

Les résultats obtenus peuvent être déclinés en fonction des 3 axes du programme.

Pour l'axe épicerie : le fréquentiel de consommation alimentaire permet de mettre en évidence **deux résultats principaux**. Le premier est une différence entre les personnes fréquentant les épiceries « témoins » et « Uniterres ». Les personnes fréquentant les épiceries témoins déclarent un budget alimentaire moins important et une consommation significativement moins importante de légumes, suggérant qu'ils sont dans une situation socio-économique plus défavorable que celles fréquentant les épiceries Uniterres. Le second résultat concerne l'évolution des indicateurs (qualité nutritionnelle, apport énergétique, consommation de fruits et consommation de légumes) entre les 3 temps de l'étude. Les personnes étant restées dans les épiceries (témoins et Uniterres) aux 3 temps présentent une stabilité des 4 indicateurs (pas de variations significatives). En revanche, celles sorties des épiceries (en T1 ou en T2), les Uniterres présentent une baisse significative de la consommation de fruits et les témoins une baisse significative de l'apport énergétique. Ainsi, la sortie des épiceries semble s'accompagner d'une dégradation de l'alimentation des personnes qui les ont fréquentées, avec une dégradation d'ordre plutôt quantitatif pour les épiceries témoins et d'ordre plutôt qualitatif pour les épiceries Uniterres.

Nous verrons que **ces résultats sont à nuancer** (partie discussion) eu égard aux difficultés rencontrées dans la récolte des données et le suivi des personnes enquêtées. Concernant l'enquête ethnographique menée au sein des épiceries et auprès de bénéficiaires, les résultats sont riches et complexes. Nous en présenterons ici une synthèse partielle. Tout d'abord, concernant les épiceries, un point essentiel est que l'intervention Uniterres c'est mis en place au cours d'une période de réformes et de réglementations accrues de l'aide alimentaire (nouvelles législations nationales pour la traçabilité et la sécurité sanitaire rendues obligatoires à partir de 2013, transformation du PEAD en FEAD et constitution du Crédit National des Epicerie Solidaires - CNES - en 2014). Ce contexte est un élément clé dans la manière dont les épiceries vont expérimenter l'arrivée du dispositif. Ensuite, les épiceries enquêtées sont hétérogènes tant dans leur organisation que dans leur mode de gestion (purement associative, adossées à un CCAS, avec la présence de salariés ou non, etc.). Là encore cette diversité joue sur l'appropriation de l'intervention. L'arrivée d'Uniterres mêlée à ce contexte viens bousculer l'existant à au moins **trois niveaux** :

- d'abord **en termes d'organisation** de logistique et de réseaux d'approvisionnement (modification des étals dans l'épicerie, mise en place de systèmes de pesée, concurrence entre produits, problème du stockage au frais et des invendus, priorités et producteurs, accentuation des tensions entre réseaux de l'aide alimentaire, etc.)
- ensuite **en termes de compétences** (faire avec un fournisseur de plus et nécessité de précommander longtemps à l'avance qui viennent se surajouter à l'obligation de traçabilité, de gestion des stocks et d'usage de l'informatique impliquée par les nouvelles normes, etc.),
- enfin autour **du rapport aux usagers et des représentations de l'aide alimentaire** (fierté de proposer des étals de légumes frais, questionnement autour de la légitimité de la qualité - le bio par exemple - et des circuits courts, renforcement de phénomènes d'injonction à la consommation, etc.)

Le constat de l'hétérogénéité est partagé en ce qui concerne les personnes fréquentant les épiceries : familles, personnes isolées, « nouveaux » pauvres (travailleurs précaires), femmes en situation de divorce, personnes âgées, migrants précaires. Leurs **besoins** et leurs **stratégies d'achats** sont différents. Les **sources d'approvisionnement en fruits et légumes** (dans et hors épiceries) sont multiples (ramasse à la fin des marchés, hard discount, autoproduction, don, etc.) et varient en fonction du lieu de vie (rural et urbain). Surtout, l'épicerie est considérée comme le lieu d'achat de ce que l'on ne trouve pas moins cher ailleurs. De ce point de vue, l'enjeu pour les bénéficiaires peut être favorable à Uniterres (lorsqu'un approvisionnement local et bio est recherché par ces derniers) ou pas (lorsque c'est l'achat de viande ou de produits ménagers qui est privilégié à l'épicerie). Par ailleurs, l'épicerie est **un lieu d'échange asymétrique**. Les rapports avec l'organisation ou avec les bénévoles (en particulier lorsqu'ils sont vécus sur le mode de l'injonction) influent sur les choix d'achats. **L'appétence pour les fruits et légumes** des personnes enquêtées n'est pas différente de celle de la population générale. **Trois logiques caractérisent l'activité alimentaire des bénéficiaires** : participation à la société de consommation, souci de soi et solidarité. Ces trois dimensions sont en tension et impactent la manière dont est appréhendé le programme. Enfin **la dimension temporelle est importante**. Si, à la mise en place de l'intervention, les personnes fréquentant les épiceries étaient satisfaites de ne pas se voir proposer les « rebuts », des évolutions ont été observées au cours des 4 ans d'enquête. Pour une part des bénéficiaires qui ne connaissent pas d'autres réseaux d'aide alimentaire, cette offre est devenue « normale » entraînant l'apparition de critiques (« pourquoi pas la viande ? », absence des produits hors saisons et non locaux)

Le résultat principal à retenir est que **le contexte et les enjeux**, tant pour les personnes travaillant dans les épiceries que les personnes les fréquentant, sont **à la fois bousculés par l'intervention et la dépassent**. De ce point de vue, la manière dont vont se croiser ces 3 dimensions (contexte de l'aide alimentaire, enjeux des acteurs et modalités de l'intervention) débouchera sur des processus favorisant l'*empowerment* ou au contraire renforçant des mécanismes de relations asymétriques.

Pour l'axe agricole : comme pour l'axe épicerie, les résultats sont riches et complexes. Nous présenterons ici trois résultats principaux. Tout d'abord, sur **la question du recrutement des agriculteurs, de la définition de leurs « fragilités » et de leurs profils**, il est notable que la notion de la « vulnérabilité » n'a pas été précisément définie en amont du dispositif. Si la dimension économique est un critère important, c'est un processus pluriel qui a abouti au recrutement. Ce dernier s'est effectué au travers de l'interconnaissance (les coordinateurs Uniterres étant d'anciens agriculteurs) et par le biais des prescripteurs (institutionnels ou associatifs). C'est donc une logique d'opportunité dépendante de la nature des prescripteurs initiaux qui a abouti à la constitution d'un groupe aux profils hétérogènes. Cette diversité est lisible au travers de caractéristiques liées aux régions de l'intervention : des agriculteurs plus jeunes en Midi-Pyrénées, des exploitations plus anciennes et conventionnelles en Poitou-Charentes (à l'exception de la Vienne), des certifications en agriculture biologique plus fortement présentes en Aquitaine et Midi-Pyrénées. Le travail de recherche a permis de décrire deux grands types de situation de fragilisation. D'une part des situations de **vulnérabilité** dues aux difficultés économiques. Le travail de ces agriculteurs ne permet pas de subvenir à leurs besoins et de réinvestir dans leurs activités. Certains s'appuient sur les minima sociaux (allocations chômage, RSA), d'autres sur le salaire « extérieur » de leur conjoint(e). D'autre part, des situations de **réparation** : les agriculteurs sont parvenus à résoudre leurs difficultés économiques mais restent en situation précaire. Il permet également d'identifier les mécanismes de **genèse des situations de précarité** :

- démarrage/installation,
- échec économique avec circuits longs,
- manque de connaissances techniques et/ou de réseaux commerciaux,
- problèmes de santé et/ou intra-familiaux.

Un second point concerne **la manière dont est vécue Uniterres par les agriculteurs**. Cette expérience se base d'abord sur des dimensions très concrètes. La garantie des prix permet de diminuer la fragilité due aux fluctuations du marché. De ce fait, elle participe à une solvabilité qui, pour certains, a été une voix d'accès au crédit bancaire. Le dispositif, au travers de l'espace d'échanges qu'il instaure, peut permettre de rompre l'isolement. Enfin, l'accompagnement personnalisé (rôle essentiel des coordinateurs) joue sur le développement de projets professionnels et personnels. Mais ce vécu renvoie également à des dimensions morales :

- Satisfaction de contribuer à une cause sociale en permettant l'accès à une alimentation de qualité pour les plus démunis.
- Partage d'un sentiment de commune vulnérabilité, à partir de leur propre expérience.
- Volonté d'être utile qui participe à la reconstruction identitaire et forme de reconnaissance sociale.

Le troisième résultat concerne **les trajectoires de résilience des agriculteurs**. Au travers d'une approche micro-économique, il a été construit un **indice global de résilience** à partir de données qualitatives et quantitatives. Cet indice se base à la fois sur la viabilité technico-économique de l'exploitation (regroupant les actifs et systèmes d'activités) et une mesure de l'autonomie de décision et d'action de l'agriculteur. En T0, les indices globaux de résilience sont compris entre 0,35 et 0,85. Pour Aquitaine et Poitou-Charentes l'indice de résilience augmente pour 14 des 19 producteurs enquêtés (en Midi-Pyrénées, la récolte des données pour T1 est prévue pour l'automne 2016). Cet indice a permis également d'identifier, au travers des indicateurs qui le composent, quels étaient les leviers sur lesquels pouvaient jouer Uniterres : santé physique et morale, maîtrise sur les prix et débouchés, accès à l'information et réseau social. Il faut noter toutefois que la construction de cet indice doit être discutée collectivement.

Pour l'axe politique publique : la perspective était d'analyser le rôle d'Uniterres dans la mise sur agenda d'un nouveau lien entre aide alimentaire et agriculture. Ce rapport, tant au niveau français qu'europpéen, est caractérisé par l'incorporation de l'aide alimentaire aux systèmes conventionnels productivistes dont, pour partie, elle constitue une variable d'ajustement. Depuis 2010 des réflexions et initiatives multiformes (collectifs de consommateur, organisations agricoles, secteur de l'économie sociale et solidaire) viennent questionner ce modèle. Elles posent la question de l'accès à une alimentation relocalisée et de la solidarité entre agriculteurs et consommateurs. La dynamique Uniterres représentait une occasion unique d'observer *in vivo* l'émergence d'une politique publique renouvelant ce lien. Le premier aspect de ce processus a été **d'imposer Uniterres comme une action centrale pour l'ANDES**. En effet, dans un premier temps la question agricole et la question de la solidarité ont constitué des « passagères clandestines » de l'étude. La réponse à l'appel à projet du Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé (FFAS) visait à les minorer au profit d'un point de vue de santé publique. L'appréciation du jury du FFAS a servi de révélateur et a légitimé ce qui serait désormais le cœur du projet. Cette modification a été médiatisée par le changement de nom : a2map devenant Uniterres. Sur cette reconnaissance académique s'est organisé l'enrôlement progressif des acteurs politiques et institutionnels locaux, créant un effet boule de neige et renforçant la capacité d'agir de l'ANDES. On a pu observer un mécanisme de circulation des ressources : les ressources académiques ont permis l'acquisition de ressources politiques qui ont facilité la mise en œuvre de l'intervention ; elle-même venant renforcer la légitimité scientifique et politique. C'est particulièrement au sein des arènes que sont les comités de pilotage que se sont mis en place ces jeux d'échelle (entre le niveau local, national et européen) et cette circulation des ressources. Une autre dimension concourant à la mise sur agenda a été **la fenêtre d'opportunité européenne**

(réforme du PEAD et réforme de la PAC en 2013/2014). A cette occasion l'ANDES, grâce à l'appui d'une élue du conseil régional de Poitou-Charentes, est « montée » à Bruxelles pour présenter son dispositif. Cet effort aura pu paraître vain dans un premier temps puisque la décision européenne a été de déconnecter l'aide alimentaire de l'agriculture (transformation du PEAD en FEAD dépendant du Fonds Social Européen). En fait cet échec européen a valu une réussite au plan national (création du CNES qui va prendre la place du Programme Alimentation et Insertion et sur lequel sera financé l'achat des produits Uniterres) et a été une source de légitimation tant au niveau local que national. Un autre facteur essentiel dans l'étude de ce processus est **le rôle pivot que constituent les administrations centrales**. Elles font à la fois le pont entre « la société civile » et le politique et entre le niveau national et local (au travers des services déconcentrés de l'état). De ce point de vue, nous avons observé comment elles occupent une place privilégiée de « traductrices » qui, sous certaines conditions, les conduisent à maîtriser le « jeu ». D'un point de vue analytique, nous avons mis en évidence comment se construisent **des jeux d'échelle** (Roger A., 2012) dans le processus de mise sur agenda. C'est-à-dire le fait que les différents « niveaux » ne sont pas des réalités dissociées et autonomes et que la mise sur agenda ne procède pas d'un mécanisme linéaire (l'accès à un niveau permettant de passer au supérieur). Au contraire des circulations sont observables d'une position à l'autre. Un second enjeu de ce travail a été de qualifier ce processus. De ce point de vue, nous l'analysons comme hybride : partiellement assimilable à un mécanisme d'*empowerment*, le rôle important de l'administration et l'absence de participation des acteurs de la base (bénéficiaires et agriculteurs) ne permettent pas d'y voir une logique complète de ce type.

E.5 EXPLOITATION DES RESULTATS

Un point particulièrement crucial a été **la capacité de l'équipe Uniterres à mettre en place l'organisation globale de l'intervention**. L'efficacité dont elle a fait preuve a permis de développer concrètement et rapidement ce nouveau dispositif d'approvisionnement des épiceries. En ce sens, Uniterres a contribué à l'accessibilité de fruits et légumes locaux en circuit court. Ce savoir-faire et cette expérience doivent être capitalisés et essaimés sur d'autres territoires (ce qui a commencé et devrait continuer).

L'inclusion d'Uniterres dans le programme de recherche ECOALES nous permet d'élargir la perspective. Il ressort **qu'un des éléments d'amélioration important et atteignable** est la capacité de **construction du programme « par le bas »**. C'est-à-dire la possibilité que les acteurs se réapproprient et négocient les modalités d'utilisation du dispositif. Ce point n'est pas anecdotique car il est un élément essentiel selon les hypothèses sur lesquelles repose ce programme. La première d'entre elles étant le rapport entre ce nouveau dispositif d'approvisionnement et l'amélioration de la capacité à agir (ou *empowerment*) des acteurs. De ce point de vue, il faut trouver un juste équilibre entre la capacité gestionnaire et technique (point fort d'Uniterres) qui permet de rendre concret le dispositif et la mise en place d'une démarche **associant l'ensemble des acteurs (dans la cadre d'un diagnostic et d'une co-construction)**. Il nous semble que c'est en tenant ces deux dimensions que les dispositifs de type Uniterres peuvent accomplir tout le potentiel dont ils sont porteurs.

E.6 DISCUSSION

Comme évoqué précédemment, certains résultats présentés doivent être discutés. De manière générale la principale difficulté rencontrée pour l'axe épicerie a été le suivi longitudinal des bénéficiaires. Cela est parfaitement identifiable au travers des pertes entre chaque vague de collecte du fréquentiel (d'environ 50% pour chaque T) mais cela a également été le cas pour l'enquête ethnographique (les mêmes individus n'ont pas pu être revus 3 fois). De ce point de vue le protocole initial n'a pu être respecté. L'échantillon assez faible obtenu pour le fréquentiel en T2 (133 individus) ne permet pas une analyse poussée. Par ailleurs, toujours concernant le fréquentiel, des biais importants (saison et enquêteurs) doivent nous faire interpréter les résultats avec prudence. La même réflexion peut être conduite concernant l'indicateur global de résilience (question de la temporalité, aspect pluridisciplinaire, difficulté d'accès aux données chiffrées, dimension non participative). Ainsi la création et l'utilisation d'outils dédiés dans le contexte de l'aide alimentaire ou dans le contexte agricole sont des pistes ouvertes par ECOALES (premier suivi longitudinal d'une population fréquentant les épiceries et construction d'un indicateur global de résilience) mais qui doivent être poursuivies et améliorées.

E.7 CONCLUSIONS

Les résultats d'ECOALES peuvent être synthétisés en une question essentielle : **celle du pouvoir**. En quoi et à qui Uniterres permet l'acquisition de pouvoir : aux fondations, aux institutions politiques locales et/ou nationales, à l'ANDES, aux épiceries, aux personnes fréquentant les épiceries aux agriculteurs, aux organisations qui les représentent ?

Cette question sous-tend deux autres réalités fondamentales :

- **La constitution de collectifs** porteurs de ce pouvoir (certains existent comme les chercheurs ou l'association, d'autres sont plus problématiques, les bénéficiaires ou les agriculteurs par exemple).

Fonds français pour l'alimentation et la santé – Rapport final

- **Les enjeux pour ces collectifs** (qui sont la source de la participation et de la prise du pouvoir). Si le dispositif ne représente pas un enjeu pour les acteurs ils n’y participeront pas.

ECOALES soulève très largement ces questions et en ce sens est une source d’approfondissement des modalités du dispositif.

Ces enjeux ne sont pas figés, ils se transforment dans l’action. Cela nécessite une gouvernance démocratique : une réappropriation par le bas des enjeux du dispositif, une acceptation des conflits, des refus, et des contrepouvoirs. Le dispositif doit pouvoir être modifié et détourné par les collectifs de la base.

Ces conclusions nous montrent qu’Uniterres a le potentiel pour devenir **un formidable « catalyseur territorial »** : un dispositif *bottum up* associant personnes fréquentant les épiceries, agriculteurs, associations, fondations et institutions publiques locales au croisement de différent champs (économie sociale et solidaire, aide alimentaire, agriculture / alimentation durable et santé publique).

Enfin, en revenant sur notre hypothèse initiale, il est clair que nous ne pouvons répondre à la question du changement de comportement alimentaire sur le long terme. Tout au plus, nous serons en mesure de dire si Uniterres favorise l’achat de légumes pour les personnes fréquentant les épiceries. Mais **l’approche en termes d’empowerment renouvelle de manière radicale la question des interventions nutritionnelles.** C’est l’acquisition d’un pouvoir qui serait la source des modifications. Ce pouvoir est à la fois individuel et collectif et pose la question de l’acquisition **du droit à l’alimentation** (de Schutter O., 2014, Paturel, 2013).

F ANNEXES EVENTUELLES

- Bibliographie indicative
- Présentation Power point du comité de pilotage final d'ECOALES (12 février 2016, Paris)
- Liste des membres du comité de pilotage
- Delavigne, A-E et Crenn, C., « Editorial : Les Gardiens de la terre », *Anthropology of food* [En ligne], S11 | 2015, mis en ligne le 03 novembre 2015, consulté le 23 février 2016. URL : <http://aof.revues.org/7891>
- Matthieu Duboys de Labarre, Aurélie Carimentrand, Chantal Crenn, Anne-Hélène Delavigne, Karen Montagne, Cristina Parvu, Dominique Paturel, Frédéric Précigout and Isabelle Techoueyres., « Creating new links between agriculture and food aid: new perspectives from France », *Food poverty and insecurity in world of global austerity*, Spinger, John Coveney and Martin Caraher Dir., 2016
- Delavigne A-E., « Logique du local et pratiques territoriales dans une action d'aide alimentaire », *Revue POUR* n° 215-216 – Novembre 2012.
- Téhoueyres I. et Précigout F., « L'aide alimentaire et la valorisation du lien au terroir : étude du cas de l'action Uniterres auprès d'épiceries sociales en Poitou-Charentes et Aquitaine », in C.Marache et P.Meyzie (eds.) *Les Produits de terroir, l'empreinte de la ville*. PUR-PUFR, 2015, Rennes, pp.155-168.
- Delavigne A-E. et Crenn C., « Le refus de la consommation de légume : un acte de résistance ? », *Colloque Culture(s) et résistance (s)*, PUR, sous presse